



Tous droits réservés

DROIT DES PERSONNES

Séance 8 - Les personnes morales -

Le cas particulier de l'animal

I. Les personnes morales	3
A) L'existence des personnes morales	3
1) La nature juridique des personnes morales.....	3
a) La théorie de la fiction	3
b) La théorie de la réalité.....	4
2) La diversité des personnes morales.....	4
a) Les personnes morales de droit public.....	4
b) Les personnes morales de droit privé	4
(i) Les groupements de personnes à but lucratif : les sociétés	4
(ii) Les groupements à but non lucratif	6
(iii) Les groupements d'intérêt économique (GIE)	7
B) Le régime juridique des personnes morales	7
1) L'apparition et la disparition de la personnalité morale	7
a) L'apparition de la personnalité morale	7
b) La disparition de la personnalité morale	8
2) Les éléments d'identification de la personne morale.....	9
a) Le nom	9
b) Le domicile	9
c) La nationalité	10
3) Le fonctionnement de la personne morale	10
II. Le cas particulier de l'animal	11

A)	Le statut actuel de l'animal	11
B)	Le débat sur la personnalité juridique de l'animal.....	13

I. Les personnes morales



Définition : Les personnes morales sont des groupements de personnes physiques, plus rarement de biens, auxquels la loi accorde la personnalité juridique.

Cette dernière en fait « *des sujets de droit distincts des membres qui les composent¹* ».

A) L'existence des personnes morales

1) La nature juridique des personnes morales

La doctrine a eu de nombreux débats au sujet de la notion de personne morale. Deux principales théories se sont opposées.

a) La théorie de la fiction

Suivant cette théorie, les groupements de personnes ou de biens, artificiels, ne sont pas assimilables à des personnes physiques. Ils ne peuvent exister que par l'intervention de l'État. Ce dernier accorde la personnalité morale, qui est une fiction.



Définition : Une fiction est une construction juridique qui protège des intérêts sociaux ou économiques.

Cette théorie a été très critiquée à partir de la fin du XIX^e siècle.

¹ A. Batteur, *Droit des personnes, des familles et des majeurs protégés*, LGDJ, 10^e éd., 2019, n° 244).

b) La théorie de la réalité

Suivant cette théorie, les groupements ont un intérêt propre, qui est distinct de celui de chacun de ses membres. La personnalité morale doit être reconnue dès que cet intérêt se manifeste.

2) *La diversité des personnes morales*

a) Les personnes morales de droit public

Ce sont :

- L'État.
- Les collectivités territoriales : les communes, les départements, les régions,
- Les établissements publics : notamment les hôpitaux et les universités.

b) Les personnes morales de droit privé

La plupart du temps, les personnes morales sont des groupements de personnes physiques ou de personnes morales.

(i) Les groupements de personnes à but lucratif : les sociétés

La société naît de la volonté de « deux ou plusieurs personnes qui conviennent par un contrat d'affecter à une entreprise commune des biens ou leur industrie en vue de partager le bénéfice ou de profiter de l'économie qui pourra en résulter » (**art. 1832 al. 1^{er} C. civ.**). Chacun des associés effectue un apport à la société. Il peut s'agir de fonds, de biens ou encore d'industrie, c'est-à-dire de savoir-faire.

Les sociétés de personnes : La société en nom collectif (SNC), la société en commandite simple (SCS) et la société civile en font partie.



À retenir : Une responsabilité illimitée pèse sur les associés. Cela signifie que si la société ne parvient pas à régler ses dettes, les associés sont tenus de payer les créanciers sur leurs biens personnels, sans qu'il existe une limite.

Ainsi, l'*intuitu personae* s'avère fort dans ces sociétés. L'*intuitu personae* peut être fort ou faible suivant que la considération de la personne de l'associé est importante ou non. Les nouveaux associés qui entrent dans la société sont soigneusement sélectionnés par les anciens grâce à l'agrément.

Les sociétés de capitaux : La société anonyme (SA), la société en commandite par actions (SCA), la société par actions simplifiée (SAS) et la société européenne (SE) en font partie.



À retenir : Dans ces sociétés, la responsabilité des associés est limitée au montant des apports : en cas de dettes, les créanciers de la société peuvent se payer uniquement sur les biens de la société.

Il existe une séparation stricte avec le patrimoine personnel des associés, qui est donc protégé. L'*intuitu personae* est généralement faible dans ces sociétés.

La société à responsabilité limitée (SARL) : Elle apparaît comme une société hybride, car elle emprunte à la fois aux sociétés de personnes et aux sociétés de capitaux.

- Comme dans les sociétés de personnes, l'*intuitu personae* est important.
- Comme dans les sociétés de capitaux, les associés ont une responsabilité limitée au montant de leurs apports.

De plus, une distinction est à faire entre les sociétés commerciales et les sociétés civiles. Est commerciale la société qui :

- A pour objet une activité commerciale,
- Est constituée sous la forme d'une société commerciale.



Exemple : Les SA et les SARL sont toujours des sociétés commerciales.

Est civile la société qui exerce une activité civile.



Exemple : Une société professionnelle entre médecins est une société civile.

Enfin, il est à noter qu'une société peut être constituée par une personne seulement (**art. 1832 al. 2 C. civ.**). On parle alors d'« associé unique ».

L'EURL (entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée) et l'EARL (exploitation agricole à responsabilité limitée) ont été créées par la **loi du 11 juillet 1985**, la SASU (société par actions simplifiée unipersonnelle) par la **loi du 12 juillet 1999**.

(ii) Les groupements à but non lucratif

- Les groupements de personnes à but non lucratif

Les associations :



À retenir : Les membres d'une association ont un projet commun ou partagent des activités, mais sans chercher à réaliser des bénéfices. Les associations sont régies par la **loi du 1^{er} juillet 1901**.

La liberté d'association a été érigée en principe fondamental reconnu par les lois de la République par le Conseil Constitutionnel (**Cons. Const., 16 juillet 1971 sur la liberté d'association, n° 71-44 DC**). Elle est protégée par la Convention EDH (**art. 11**).

Certaines associations, surtout dans le domaine du tourisme et de la santé, sont à but lucratif.

Les syndicats professionnels : Ils regroupent des personnes qui exercent ou qui ont exercé leur activité dans une même branche de métier. Ils défendent les intérêts communs d'une profession.

- **Les groupements de biens à but non lucratif : les fondations**

La fondation ne comprend pas de personnes ; elle ne comprend que des biens. Elle permet à « *une ou plusieurs personnes physiques ou morales de décider de l'affectation irrévocable de biens, droits ou ressources, à la réalisation d'une œuvre d'intérêt général et à but non lucratif* » (**loi du 23 juillet 1997 sur le mécénat**).

Pour obtenir la personnalité juridique, elle doit être reconnue par décret comme étant d'utilité publique.

(iii) *Les groupements d'intérêt économique (GIE)*

Les GIE sont une structure hybride entre la société et l'association. Ils ont pour but de faciliter le développement économique d'entreprises par la mutualisation de ressources, qu'elles soient matérielles ou humaines.

B) Le régime juridique des personnes morales

1) L'apparition et la disparition de la personnalité morale

a) L'apparition de la personnalité morale

Pour qu'une personne humaine acquière la personnalité juridique, il suffit qu'elle naisse vivante et viable. Pour une personne morale, c'est un peu plus compliqué.



À retenir : Un acte de volonté et des formalités sont nécessaires pour l'obtention de la personnalité morale.

- Tout d'abord, il faut un **acte de volonté** des membres du groupement.
Dans une société pluripersonnelle, c'est-à-dire composée de plusieurs associés, il s'agit plus précisément d'un contrat. Dans une société unipersonnelle, il faut faire une déclaration unilatérale.
- Ensuite, cet acte de volonté est accompagné de **formalités** : dépôt des statuts, enregistrement par exemple.
- Des **mesures de publicité** peuvent s'ajouter.
Les sociétés doivent être immatriculées au registre du commerce et des sociétés (RCS). Les associations doivent faire l'objet de mentions *au Journal Officiel*.

Le groupement obtient la personnalité morale après l'ensemble de ces formalités.

On observe qu'en soumettant la naissance de celle-ci à des formalités, le législateur a fait le choix de la théorie de la fiction.

b) La disparition de la personnalité morale

Elle est à rapprocher du décès de la personne physique.

La dissolution de la personne morale peut être :

- Statutaire lorsque le temps pour lequel elle a été créée est expiré.
- Volontaire lorsque ses représentants ont décidé de sa dissolution.
- Imposée par l'autorité judiciaire,



Exemple : Le juge peut prononcer la dissolution de la société pour justes motifs, notamment lorsque la mésentente entre associés paralyse le fonctionnement social (**art. 1844-7 5 ° C. civ.**).

- Ou par l'autorité administrative.
Celle-ci peut prononcer la dissolution des groupements qui vont à l'encontre de l'ordre public (groupes de combat, associations racistes, antisémites, xénophobes, associations provoquant des actes de terrorisme ou des désordres).

2) Les éléments d'identification de la personne morale

Beaucoup d'éléments du régime juridique des personnes physiques sont transposés aux personnes morales.

a) Le nom

Il est librement choisi et modifié, à condition de ne pas en prendre un qui existe déjà.

On parle de « dénomination sociale » pour les sociétés et de « titre » pour les associations.

b) Le domicile

Le domicile de la personne morale est fixé au siège social qu'elle a choisi dans les statuts.

Concernant les sociétés, il a fallu procéder à des adaptations car un demandeur résidant loin pouvait difficilement saisir le tribunal du lieu du siège social. Il est à présent possible d'assigner la personne morale au lieu où elle est établie (**art. 43 CPC**) : il peut s'agir de tout établissement principal ou secondaire.



Définition : L'établissement principal est le local dans lequel la société exerce principalement son activité commerciale. L'établissement secondaire est un autre local dans lequel la société exerce également une activité.

La Cour de cassation et la Cour EDH sanctionnent pénalement la violation du domicile des personnes morales (**Cass. Crim., 23 mai 1995, n° 94-81.141, publié et CEDH, 16 avril 2002, *Sté Colas-Est c. France*, n° 37971/97**).

c) La nationalité

En principe, la personne morale a la nationalité de l'État dans lequel est situé son siège statutaire.

Par exception, la nationalité peut être déterminée par le siège réel (**Cass. Ass. Plén., 21 décembre 1990, n° 88-15.744, publié**).



Définition : Le siège réel est défini comme le siège de la direction effective.

3) *Le fonctionnement de la personne morale*



À retenir : L'acquisition de la personnalité morale confère automatiquement à la personne morale un patrimoine distinct de celui de ses membres.

Cette dernière peut donc contracter des dettes et elle en répond « *sur tous ses biens mobiliers et immobiliers, présents et à venir* » (**art. 2284 C. civ.**).



Définition : Les biens présents sont ceux qui figurent aujourd'hui dans le patrimoine de la personne morale. Les biens à venir sont ceux qui seront acquis par elle à l'avenir.

Contrairement à la personne physique, la personne morale n'a pas un domaine d'action illimité (**art. 1145 C. civ.**). Elle est régie par le principe de spécialité, qui exige qu'elle agisse dans le domaine de compétences fixé par son objet.

De plus, la personne morale étant incorporelle, elle doit, pour agir, être représentée par des organes.



Exemple : Dans une société à responsabilité limitée (SARL), le gérant représente la société à l'égard des tiers.

Par l'intermédiaire de ses représentants, la personne morale peut conclure des contrats et agir en justice pour la défense de ses intérêts.

Elle bénéficie de droits de la personnalité. En effet, elle dispose d'un droit à la protection de son nom, de son domicile, de sa correspondance et de sa réputation (**Cass. 1^{re} Civ., 17 mars 2016, n° 15-14.072, publié**).



Exemple : Elle peut intenter une action en diffamation.

Cependant la jurisprudence lui refuse le droit au respect de la vie privée (ibid.).

II. Le cas particulier de l'animal

A) Le statut actuel de l'animal



À retenir : La **loi du 16 février 2015** a introduit dans le Code civil l'**art. 515-14 du Code civil**. Il dispose : « *Les animaux sont des êtres vivants doués de sensibilité. Sous réserve des lois qui les protègent, les animaux sont soumis au régime des biens* ».

Ces dispositions sont essentiellement symboliques : elles reconnaissent explicitement l'animal comme un être vivant doué de sensibilité mais elles n'apportent pas de grands changements.

Avant la loi de 2015, l'animal était considéré comme un bien, cependant il était protégé par des normes qui tenaient compte de son indéniable sensibilité.

Évolution chronologique de la protection des animaux :

La première loi pénale de protection animale date du **2 juillet 1850**. Cette **loi dite « Grammont »** punit d'une amende et d'un à cinq jours de prison « *ceux qui auront exercé publiquement et abusivement de mauvais traitements envers les animaux domestiques* ».

Cette loi a ensuite été abrogée en 1959 pour élargir la protection. Les mauvais traitements sont sanctionnés même s'ils sont commis en privé (**décret n° 59-1051 du 7 septembre 1959**).

La **loi du 12 novembre 1963** a créé le délit d'acte de cruauté envers les animaux. Il expose les auteurs à des peines correctionnelles beaucoup plus sévères.

La **Convention européenne pour la protection des animaux dans les élevages** est signée le **10 mars 1976** dans le cadre du Conseil de l'Europe. Elle vise à établir des conditions minimales communes de protection des animaux dans les méthodes d'élevage.

Le **15 octobre 1978**, l'UNESCO proclame des droits de l'animal : « *tout être vivant possède des droits naturels et tout animal doté d'un système nerveux possède des droits particuliers* ».

La **Convention européenne pour la protection des animaux de compagnie** est signée le **13 novembre 1987** dans le cadre du Conseil de l'Europe.

Finalement, le Conseil de l'Union européenne a édicté le **20 juillet 1998 une directive (98/58/CE)**, qui s'inspire de la **Convention européenne pour la protection des animaux dans les élevages de 1976**.

À titre anecdotique, on peut également observer le sort de l'animal de compagnie en cas de divorce de ses maîtres. On parle d'« attribution », comme pour un bien, et non de garde, comme pour un enfant. Le juge ne peut pas prononcer une garde alternée ou partagée. Cela ramène l'animal au régime des biens.

Cependant le juge, pour décider de l'attribution de l'animal, examine parfois l'aptitude de l'époux à répondre aux besoins de celui-ci (pour un chien, **CA Versailles, 13 janvier 2011, n° 10/00572 ; CA Colmar, 12 juin 2013, n° 12/02729 ; CA Bastia, 15 janvier 2014, n° 12/00848**).

Ainsi, l'animal a toujours été considéré comme un être sensible, même avant 2015.

B) Le débat sur la personnalité juridique de l'animal

En droit français, il n'existe que les personnes physiques, c'est-à-dire les êtres humains, et les personnes morales, groupements auxquels la loi accorde la personnalité juridique.



À retenir : Des voix s'élèvent pour que la personnalité juridique soit accordée à l'animal.

Quelques arguments non exhaustifs figurent ci-dessous afin de favoriser une réflexion.

Arguments en faveur de la personnalité juridique à l'animal

- La reconnaissance d'une personnalité juridique permettrait des avancées sur la façon dont la société traite l'animal. Il bénéficierait d'une meilleure protection.
- On reconnaît la personnalité juridique à des groupements de biens (les fondations), alors pourquoi pas aux animaux qui sont sensibles et, pour bon nombre, intelligents ?

Arguments contre la reconnaissance de la personnalité juridique à l'animal

- La personnalité juridique signifie des droits, mais aussi des obligations. Si l'animal peut avoir des obligations, cela ne va-t-il pas se retourner contre lui ? L'intelligence développée de certains animaux ne leur permet toutefois pas de comprendre les conséquences de leurs actes.
- Les groupements qui ont la personnalité morale sont composés ou dirigés par des êtres humains. La personnalité juridique n'est donc finalement accordée que lorsqu'il existe une présence humaine. En suivant ce raisonnement, il serait difficile de reconnaître la personnalité juridique à un animal.



Pour aller plus loin : J.-P. Marguénaud, *Revue semestrielle de droit animalier*, en libre accès notamment sur le site de l'Institut du droit européen des droits de l'Homme de l'Université de Montpellier.